Communiqué de presse

70ème session du Club de Presse Ooredoo

Le e-gouvernement ou la transformation digitale de l'administration

Alger, le mardi 11 octobre 2022

Poursuivant les activités de son Club de Presse, Ooredoo a organisé ce mardi 11 octobre 2022, au niveau de son Institut de Formation sis à Birkhadem (Alger) la 70ème session de formation sous le thème : ***« Le e-gouvernement ou la transformation digitale de l'administration »***, dispensée par M. Tadjeddine Bachir, Expert en TIC et en transformation digitale et Président du Groupement Algérien des Acteurs du Numérique (GAAN).

En introduction de sa présentation, M. Bachir a indiqué que le e-gouvernement a pour but de « fournir des services efficaces, pratiques et transparents aux citoyens et aux entreprises en s'appuyant sur les TICs ». Le e-gouvernement s'appuie, selon le conférencier, sur des principes de base qui sont entre autres : l'absence de papier, l'absence de limites géographiques et l'absence des bureaux de l'administration.

Dans son exposé, l'expert a précisé que celui-ci passe par plusieurs étapes : une première phase informationnelle ou le **e-gouvernement 1.0** qui permet aux citoyens et aux entreprises d'accéder facilement aux informations gouvernementales sans avoir à se déplacer ; une deuxième phase interactive ou **e-gouvernement 2.0** qui implique des communications bidirectionnelles comme des informations de contact par e-mail pour les représentants du gouvernement ou des formulaires permettant aux utilisateurs de soumettre des commentaires sur des propositions législatives et politiques et enfin une troisième phase transactionnelle ou **e-gouvernement 3.0** qui consiste à rendre les services gouvernementaux disponibles à tout moment. Il s'agit de l'étape de dématérialisation des démarches administratives.

Dans son intervention, M. Tadjeddine Bachir a souligné que le e-gouvernement comporte des avantages et des inconvénients. Comme avantages, il citera l'accès facilité à l'information gouvernementale, la

promotion de l'engagement civique des citoyens par l'interaction du public avec les représentants du gouvernement, la promotion des opportunités de développement au profit des populations rurales et enclavées, l'économie de papier ainsi que la réduction des déplacements et des temps d'attentes.

Toutefois, le e-gouvernement pose, précise le formateur, plusieurs problématiques liées notamment à l'inégalité d'accès à Internet, à la fiabilité des informations sur le web et à la vulnérabilité aux cyberattaques.

Pour M. Bachir, le e-gouvernement présente de nombreux défis et opportunités. Parmi lesquels celui de la pédagogie et du marketing à travers la sensibilisation des citoyens aux services en ligne, répondre au besoin des personnes analphabètes et s'adapter à l'adversité ethnique, linguistique et géographique. D'où l'importance de développer une infrastructure fiable, une connexion efficace, la mise en place de Data Centers et la disponibilité des PCs et terminaux connectés.

Abordant le cas de l'Algérie, M. Bachir a relevé les avancées en matière de e-gouvernement qui s'est concrétisé notamment par la numérisation de l'état civil, l'instauration de documents d'identité biométriques ainsi que la mise en place d'une grande infrastructure internet. Il soulignera toutefois la nécessité d'engager des investissements stratégiques, de promouvoir l'engagement citoyen et le renforcement de la collaboration entre les différents intervenants afin de développer des processus efficients.

Directions des Affaires Corporatives
Le département des Relations Publiques
ooredoo
UPGRADE TON MONDE

M. Tadjeddine BACHIR, Expert en TIC et en transformation digitale et Président du Groupement Algérien des Acteurs du Numérique (GAAN).

Diplômé de l'Ecole Supérieure d'Informatique, Tadjeddine Bachir est Président du Groupement Algérien des Acteurs du Numérique (GAAN), Président du comité d'organisation du Digital African Summit, membre du Conseil Scientifique et Technique de l'Etablissement de promotion et gestion des structures d'appui aux Startups, et membre du conseil d'administration de l'école nationale supérieure de management. Il est également fondateur de la société Leadersoft qu'il a créée en 1997 et qui compte aujourd'hui une vingtaine d'employés.